

F3E

Fonds pour
la promotion des
études préalables
études transversales
évaluations

Evaluation réalisée avec l'appui du F3E pour (réf 235 Ev) :



Electriciens sans frontières
9, avenue Percier
75 008 Paris
France
Tél. : +33 (0)1.40.42.82.64
Fax : +33 (0)1.40.42.82.78
<http://www.electriciens-sans-frontieres.org/>

Evaluation des actions d'Electriciens Sans Frontières au Burkina Faso

Résumé du rapport final

Avril 2007

Marc Totté

32, rue Le Peletier
75009 Paris
T. 33 (0)1 44 83 03 55
F. 33 (0)1 44 83 03 25
f3e@f3e.asso.fr
www.f3e.asso.fr

ENDA INTERMONDES

Av. de la Fontaine 6b
1340 Ottignies
Belgique
Info_intermondes@yahoo.fr
+ 32 10 45 10 34



Résumé

La présente évaluation s'inscrit dans un gros effort de la fédération ESF, pour améliorer ses pratiques et la qualité de ses interventions sur le terrain. Depuis la fin de la précédente structure (CODEV) en 2002, un chemin important a été accompli avec l'institutionnalisation d'une commission projet (sélectionnant les projets sur base de critères plus stricts), la mise en place d'un binôme salarié-bénévole pour une coordination des actions sur le Burkina Faso, l'élaboration (en cours) d'un dispositif d'information plus fluide à travers un Intranet, la constitution d'un groupe de travail pour discuter des stratégies.

Centrée essentiellement sur les projets au Burkina Faso, cette évaluation conduit aussi à s'interroger plus largement sur les façons de penser et de faire de la fédération dans son ensemble.

Le travail mené de manière très participative est rendu compliqué par la diversité des pratiques et des modes d'intervention sur le terrain. Du nombre de cas visité se dégage cependant des tendances fortes qui nous semblent assez claires et qui sont du reste bien perçues par un certain nombre de responsables de la fédération qu'ils soient à Paris ou dans les Régions. Le résumé de ces éléments peut paraître dur car il tente surtout de mettre le doigt sur ce qui va moins bien et touche parfois des valeurs chères aux membres de la fédération. Un certain nombre de nuances sont apportées dans le rapport notamment sur l'importance de l'engagement bénévole, particulièrement dans les régions françaises.

Les conclusions sont présentées ci-dessous selon les principaux critères classiques d'évaluation : pertinence, efficacité, efficience, effets, viabilité.

La pertinence globale des interventions d'Electriciens Sans Frontières au Burkina Faso est relativement élevée :

→ elle apparaît forte du point de vue du secteur d'intervention de ESF : il répond à des besoins évidents (surtout quand il répond aussi au problème crucial de l'eau) et comporte une part de stratégie (émancipation par rapport au « tout à l'énergie fossile ») très importante

→ elle paraît moins forte si on l'étudie sous l'angle des postures de développement :

- plutôt humanitaires que développementaliste (interventions basées sur le transfert de compétences et de moyens à sens unique) ce qui entre en contradiction avec le souci de viabilité,
- principe de bénévolat trop souvent exporté dans des réalités très différentes (avec pour conséquence un investissement minimal dans tout ce qui est identification-suivi-évaluation-capitalisation).

L'efficacité des réalisations est globalement élevée d'un point de vue technique, mais beaucoup moins du point de vue des attendus en matière de maintenance et d'appropriation de l'installation par les bénéficiaires. Ceci avec toutefois des différences notables dépendant du cadre dans lequel l'action s'inscrit : au plus celle-ci se passe avec une organisation locale structurée, au plus elle apparaît conforme aux résultats attendus, voire les dépasse.

L'efficience est très relative :

- discutable d'un point de vue coût/efficacité étant donné l'importance des missions en avion ;

- faible du point de vue du travail d'insertion pour l'appropriation en amont (identification très sommaire ressemblant plus à des études de faisabilité technique)
- faible du point de vue de l'accompagnement en aval à l'appropriation socio-économique des activités (développement organisationnel et développement institutionnel)
- faible du point de vue de la mutualisation des ressources à la fois en interne (entre équipes) et avec d'autres opérateurs ou partenaires locaux
- bonne cependant si l'on prend en compte le fait que beaucoup d'interventions se passent dans des zones plutôt reculées et parfois dans des régions moins aidées par l'aide au développement

Les effets sont conséquemment étroitement liés au degré d'insertion dans des structures locales fortes et surtout dans leurs stratégies et « agendas »

- élevés et très positifs dans le cas de certains projets (Gulmu avec Tin tua, Nakombogo avec FDCB, ...), ils conduisent à améliorer sensiblement le rayonnement global et l'influence de chacun des « centres » ou « diéma » électrifiés dans leur localité)
- dans d'autres cas ils peuvent paraître faibles voire négatifs sur certains plans (entente entre composantes du village ou entre acteurs locaux du développement).

La viabilité des installations n'est donc pas acquise dans bien des cas. Les façons de penser (bénévolat, minimisation de l'investissement dans le « soft »¹) et façons de faire (pas de participation financière) encouragent de façon non intentionnelle un certain mythe de la gratuité du solaire qui ne facilite pas la viabilité économique. Elle n'est acquise que là où le partenaire est solide et qu'il pourvoit aux exigences d'une viabilisation sociale, économique et technique.

ESF se trouve donc, au Burkina Faso, devant une double contrainte :

- comment rester en prise avec la demande (diverse) des populations, prendre en compte toutes les exigences de la viabilité des réalisations, sachant que l'on est très spécialisé ?
- faut-il élargir son domaine d'intervention (faire autre chose au même endroit) ou bien sa zone d'intervention (faire la même chose ailleurs) ?

La tendance à répondre à la diversité de la demande peut conduire à diminuer l'efficacité ESF, mais participe à améliorer la compréhension globale notamment des contraintes à la viabilisation. Tandis que le fait de faire la même chose en différents endroits maintient l'efficacité mais renforce une hyperspécialisation au détriment des effets à plus long terme.

La solution de bon sens nous semble, dans tous les cas, de s'ouvrir à d'autres structures, de travailler de manière beaucoup plus « connectée » à d'autres acteurs (qu'ils soient du secteur public, privé ou associatif ; de préférence avec chaque catégorie pour ce qu'elle apporte), de manière à assurer à la fois la viabilité à long terme et permettre aux populations d'avoir des réponses à leurs autres attentes à travers ces autres « partenaires ».

¹ L'appui-accompagnement, l'animation, la concertation, l'organisation...

Il faut pour cela se doter d'onduleurs (des personnes qui peuvent convertir les intérêts et façons de penser divers en perspectives convergentes), renforcer les fusibles (les systèmes de décisions qui permettent d'entrer ou non en « relation » telles que la commission des projets)

En conséquence, les recommandations proposées tentent de partir des réalités « métaphysiques » autant que pratiques de la fédération, avec toutefois 3 principes issus du bilan des résultats et de l'analyse des causes :

- **il est indispensable d'ouvrir² une partie des responsabilités qui incombent actuellement aux équipes ESF notamment en matière d'identification**
- **il est nécessaire de renforcer le suivi-évaluation-capitalisation notamment par les coordinateurs(-trices)**
- **il est nécessaire de s'inscrire dans des cadres plus structurants**

En pratique, afin de remplir ces conditions, la mission recommande trois choses essentiellement :

- l'engagement d'un permanent dans le pays (éventuellement à mi-temps ou responsable de plusieurs pays : Mali, Burkina Faso, Niger) notamment pour l'accompagnement à l'identification ; ou la création/renforcement d'une structure associative qui serait le répondant de ESF dans la zone et aurait les capacités pour accompagner les interventions (identification comme réalisation)³
- le renforcement de l'actuel binôme de coordination avec notamment l'implication des coordinateurs(-trices) dans le suivi-capitalisation des actions au côté d'un bénévole
- la responsabilisation d'un « référent institutionnel » de la fédération, connu pour ses capacités à traiter des questions institutionnelles avec les autorités locales et nationales ou avec d'autres ONG.

Ces modifications devraient nous semble t-il permettre de bien valoriser l'apport des bénévoles tout en renforçant l'idée d'une co-responsabilité par rapport à l'appropriation et la viabilité des installations. Elles vont dans le sens notamment de mieux impliquer les coordinateurs(-trices) dans le concret des opérations, mais aussi les collectivités locales, chargées en première instance du fonctionnement des infrastructures publiques. Ceci devant faciliter la reconnaissance mutuelle du rôle de chacun dans un contexte qui reste encore assez chargé d'incompréhension et d'a priori de part et d'autre.

Un travail d'accompagnement aux réformes institutionnelles pourrait cependant justifier un investissement supplémentaire du F3E si la fédération en fait la demande.

² Ouvrir plutôt qu'externaliser , c'est-à-dire que les équipes restent responsable d'une partie de l'identification (la partie faisabilité technique) mais pour le reste il est très fortement recommandé de s'associer les compétences de personnes plus rodées à ce type d'exercice, qu'elles viennent de ESF ou d'ailleurs, en appui à ces équipes lors des missions d'identification

³ Avec le risque ici de construire une association « soeur », mais qui peut freiner la nécessité de s'ouvrir à d'autres catégories d'acteurs qui ne seraient pas « jumelle ».